
L'EXPLOITATION DES DONNÉES DANS LES ADMINISTRATIONS FISCALES

09 juin 2022

Anne-Marie Geourjon, Céline de Quatrebarbes

F&Di

FONDATION POUR LES ÉTUDES
ET RECHERCHES
SUR LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

CREDAF, 35^{ième} Conférence annuelle
La maîtrise et la valorisation des données,
un enjeu fiscal stratégique



iHEDd
INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.

LE PROGRAMME
FISCALITÉ DE LA
FERDI

2.

TRAVAUX SUR
L'EXPLOITATION
DES DONNÉES
DANS LES
ADMINISTRATIONS
FISCALES

3.

RETOURS
D'EXPÉRIENCES
DE TERRAIN

4.

L'IHEDD :
FORMATIONS
PROPOSÉES SUR
L'EXPLOITATION
DES DONNÉES

1. --- Le programme fiscalité de la FERDI ---

Le programme fiscalité de la FERDI

Dans le cadre du financement interne du développement, traite de la politique et de l'administration fiscales et douanières

Objectifs

Evaluer les politiques fiscales et douanières au regard du développement.

Contribuer à la réflexion sur la mobilisation des ressources intérieures dans les PED, et plus particulièrement en Afrique.

Les ressources intérieures sont considérées comme les sources principales de financement pour le développement durable (Programme d'action d'Addis-Abeba, Agenda 2030).

Activités

Trois types d'activités interdépendantes :

- **Recherche** : production et publication de travaux.
- **Missions de terrain** : assistance technique, à la demande des gouvernements bénéficiaires, de bailleurs multilatéraux (FMI, Banque mondiale, UE, BAD,...), bilatéraux (France, Allemagne).
- **Formation** : IHEDD.

2. Travaux sur l'exploitation des données dans les administrations fiscales

2. Travaux sur l'exploitation des données dans les administrations fiscales

Trois principaux thèmes retenus ces dernières années

L'évaluation des dépenses
fiscales

L'analyse des données miroir
dans les administrations
douanières

Le *scoring* pour la sélectivité des
contrôles

2. Travaux sur l'exploitation des données dans les administrations fiscales

L'évaluation des dépenses fiscales

De l'évaluation du coût budgétaire à l'analyse de leur impact économique et social

- **Objectif** : rationaliser les dépenses fiscales pour élargir l'assiette. Appui à la réalisation de plusieurs rapports d'évaluation (Madagascar, Guinée, Togo, Cameroun,...).
- **Données utilisées** : données fiscales et douanières, données économiques. Proposition d'une codification commune des exonérations de fiscalité indirecte pour les pays de l'UEMOA.
- **Traitement des données** : calcul par mesure dérogatoire et par taxe de la différence entre le montant qui aurait dû être perçu et celui effectivement perçu. Publication d'un guide méthodologique pour collecter et traiter les données nécessaires à l'évaluation du coût budgétaire des dépenses fiscales.
- **Résultats** : éclairer les choix de politique fiscale, améliorer la collaboration impôts/douanes et faciliter le suivi des régimes fiscaux dérogatoires. Préparation d'un guide méthodologique pour l'analyse d'impact de ces dépenses fiscales.
Elaboration d'un module d'enseignement à distance (DATAFID).
Différents travaux sur la fiscalisation des projets financés par l'aide internationale, notamment sur l'évaluation de la dépense fiscale correspondante.

2. Travaux sur l'exploitation des données dans les administrations fiscales

L'analyse des données miroir dans les administrations douanières

De l'exploitation des données internes à celle des données externes

- **Objectif** : débusquer d'éventuelles nouvelles fraudes.
 - **Données utilisées** : données d'importation et données reportées par les pays fournisseurs.
 - **Traitement des données** : évaluation des écarts pour un même flux de marchandises.
 - **Résultats** : meilleure orientation des contrôles, notamment ceux a posteriori.
- Appui à la réalisation de l'exercice de calcul des écarts miroir (Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Guinée, Togo, Kenya, Zimbabwe).
- Participation à la rédaction d'une note technique sur l'analyse des données miroir pour le FMI (à paraître).
- Publication de travaux sur le sujet.
- Elaboration d'un module d'enseignement à distance (DATAFID).

2. Travaux sur l'exploitation des données dans les administrations fiscales

Le scoring pour la sélectivité des contrôles

Ou comment réduire au maximum l'intervention humaine et automatiser la démarche

Application à la sélection des déclarations d'importation

- **Objectif** : faire reposer la sélectivité sur des techniques scientifiques rigoureuses.
- **Données utilisées** : informations sur tous les éléments d'une déclaration et les fraudes constatées (contentieux).
- **Traitement des données** : calculs des fréquences de fraude par critère ; identification d'un modèle de *scoring*.
- **Résultats** : réduction du nombre de contrôles et maintien, voire accroissement du nombre de fraudes détectées.

Appui à la mise en place de systèmes de sélectivité de ce type (Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Bénin, Sénégal, Guinée, ...).

Différentes publications sur le sujet.

En perspective : vers une utilisation plus large de ces techniques par une collaboration Douanes/Impôts (élargissement des bases de données, utilisation du scoring pour les contrôles fiscaux).

3. --- Retours d'expériences de terrain ---

3. Retours d'expériences de terrain

Les moyens et l'expertise nécessaires à l'exploitation et à l'analyse des données dans les administrations fiscales ne constituent pas un obstacle, en revanche...

...la rigueur est indispensable,

- Dans la définition de l'approche et de ses différentes étapes (identification du problème à résoudre, des données nécessaires, des modalités de leur collecte, de leur traitement et de leur analyse).
- Pour identifier et mobiliser à l'interne les ressources nécessaires.
- Pour stocker toutes les données utilisées et constituer des bases organisées par thèmes, intégrées (au même format), et historisées;

...l'adhésion des services également.

Le manque d'implication et de soutien des cadres peut conduire à :

- ne pas utiliser les résultats obtenus par l'exploitation des données (ne pas « donner suite »),
- des réticences à modifier certaines habitudes afin d'améliorer la disponibilité et la qualité des données (adaptation de formulaires, de procédures, application plus stricte du contrôle hiérarchique).

4. L'IHEDD : Formations proposées sur l'exploitation des données

4. Une offre de formation en science des données ouvertes aux administrations fiscales et douanières

DATAFID : une collaboration entre universitaires, experts internationaux et administrations de 4 pays partenaires (Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Togo) pour renforcer la compréhension des enjeux associés à la maîtrise des données et les compétences opérationnelles

...5 formations à destination des directeurs/chefs de services/manager

- Potentiels et **enjeux organisationnels** de la science des données
- Mobiliser l'analyse de données pour la **rationalisation des dépenses fiscales**
- Maîtriser les enjeux des données pour **les études miroir**
- Mobiliser l'analyse des données sur **les prix de transfert**
- La lutte contre la corruption et **la mesure de la performance.**

...5 formations à destination des opérationnels

- Découvrir **la programmation sous R** à partir de données douanières
- Mener une **analyse exploratoire des données** douanières
- **Analyses et modélisation statistiques** sous R
- Maîtriser **les outils de visualisation et de reporting**
- Mener une **analyse géo-spatiale**

4. Une offre de formation en politique fiscale du secteur extractif

Un recensement des systèmes légaux, fiscaux et des données économiques disponibles sur le secteur extractif dans les pays africains afin de renforcer les capacités d'analyse du partage de la rente

...des bases de données et des modèles de simulation accessibles

- une base de données juridiques et fiscales qui recense sur une longue période (1980- 2022), le régime fiscal s'appliquant aux mines industrielles d'or.
- 22 pays africains producteurs francophones, anglophones et lusophone.
- deux outils de simulation.
- www.fiscalite-miniére.fr
- Une note comparative des données de l'ITIE
- mais les outils et les données seules ne suffisent pas ...

...3 formations

- Le partage de la rente minière et pétrolière
- La politique fiscale dans le secteur extractif
- L'utilisation des modèles de partage de rente lors de la (re)négociations des contrats.

4. Retours d'expériences

Les formations sont un vecteur d'échanges de bonnes pratiques, de manipulation et d'expérimentation sur les données, d'identification des données manquantes pour des analyses plus complètes et pertinentes

...le lien avec la recherche

- L'implication du Cerdi, centre de recherche rattaché à l'Université Clermont Auvergne
- Des partenariats avec des institutions du Nord ; université de Columbia, Berkeley, Agence Française de Développement, GIZ, Ministères
- Avec les institution internationales : OMD, FMI, Banque Mondiale, Banque Africaine de développement
- Avec des institutions privées ou publiques de formation du Sud: au Tchad, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Maroc, ... et des instances internationales : UEMOA, CEMAC

...le lien avec les besoins des administrations

- Des parcours de formations « à la carte » : présentiel, à distance ou hybrides
- Nourris des expériences du terrain.
- Permettant la montée en compétence des personnes en responsabilité
- Mais aussi la formation interne des nouveaux arrivants ...
- ... ce qui est indispensable pour pérenniser les bonnes pratiques notamment sur l'usage des données.